

21 août 2020



Le mouvement pour la réforme des quotas *Notamment dans la division de Sylhet*

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofptra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofptra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofptra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. Contexte général.....	3
2. Origines du mouvement	3
2.1. Le système des quotas dans l'emploi public.....	3
2.2. Les protestations de 2013 contre le système des quotas	4
3. Chronologie des évènements de 2018 contre le système des quotas.....	4
4. Les suites du mouvement de la réforme des quotas	9
4.1. La répression des manifestants et les poursuites judiciaires.....	9
4.2. Les concessions faites par les autorités.....	11
5. Le cas de la Division de Sylhet	11
6. Bibliographie	13

Résumé :

De février à août 2018, des étudiants, particulièrement ceux de l'Université de Dhaka, se sont constitués en un Conseil étudiant et ont manifesté à travers tout le pays pour réclamer une réforme du système des quotas qui régit l'accès aux emplois publics. Ce système, qui réserve 56% des postes à des catégories spécifiques de la population, est jugé injuste par les étudiants et les demandeurs d'emplois. Des protestations identiques s'étaient déjà produites en 2013. Les autorités ont réprimé les manifestants et arrêtés plusieurs leaders du mouvement. La police a été soutenue par des membres de la Bangladesh Chhatra League (BCL), l'aile étudiante du parti de la Ligue Awami (Bangladesh Awami League, BAL) au pouvoir, qui ont attaqué et blessé nombre de protestataires. Le gouvernement a définitivement abandonné le système des quotas en 2020.

Abstract :

From February to August 2018, students, particularly those from the University of Dhaka, formed a Student Council and demonstrated throughout the country to call for a reform of the quota system governing access to public employment. This system, which reserves 56% of positions for specific categories of the population, is considered unfair by students and job seekers. Identical protests had already occurred in 2013. The authorities cracked down on the demonstrators and arrested several leaders of the movement. The police were supported by members of the Bangladesh Chhatra League (BCL), the student wing of the ruling Bangladesh Awami League (BAL) party, who attacked and injured many of the protesters. The government abolished the quota system for good in 2020.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

1. Contexte général

L'année 2018 a été marquée par plusieurs événements au Bangladesh, dont deux grands mouvements de protestations estudiantines. Dès février 2018 et jusque vers le mois d'août, des étudiants, particulièrement ceux de l'Université de Dhaka, ont réclamé une réforme du système des quotas qui régit l'accès à des emplois publics, le considérant par trop inique. Au cours des mois de juillet et août 2018, des collégiens et étudiants de premier cycle ont manifesté à travers le pays pour exiger une réforme de la sécurité des transports publics après qu'un énième accident de la circulation ait coûté la vie à deux jeunes élèves du *Shaheed Ramiz Uddin Cantonment College* à Dhaka¹.

Ces deux mouvements, de nature pacifique, ont bénéficié d'un large soutien de la part de la société civile. Toutefois, les autorités ont réagi par endroits en faisant un usage excessif de la force, en arrêtant et détenant des étudiants, parfois arbitrairement. Des militants de la **Bangladesh Chhatra League, BCL, l'aile étudiante du parti de la Ligue Awami (Bangladesh Awami League, BAL) au pouvoir depuis une décennie**, ont attaqué à plusieurs reprises de jeunes manifestants pour les dissuader de protester, blessant parfois grièvement certains d'entre eux².

Tout en accordant des concessions aux manifestants, le gouvernement a continué de réprimer et intimider les protestataires³, notamment en raison des échéances électorales de fin d'année. Le 30 décembre 2018, la coalition conduite par **la Premier ministre, Sheikh Hasina (BAL)**, a remporté la victoire en obtenant 288 des 300 sièges du Parlement monocaméral⁴.

2. Origines du mouvement

2.1. Le système des quotas dans l'emploi public

L'emploi public bangladais est basé sur un système de quotas, qui prévoit qu'un pourcentage fixe de postes soit réservé à certaines catégories de la population. Mis en place en 1972 par le leader de l'indépendance **Sheikh Mujibur Rahman alias Bangabandhu** pour favoriser les combattants de la liberté, ce système a été abandonné après son assassinat survenu en 1975. En 1996, la fille de ce dernier, **Sheikh Hasina**, devenue Premier ministre, a réintroduit le système des quotas pour les combattants de la liberté⁵.

Des articles publiés dans les médias bangladais⁶ expliquent que **ce système des quotas réserve 56 % des emplois gouvernementaux** à certains groupes bien définis :

- 30 % pour les descendants des combattants de la liberté⁷ ;
- 10 % pour les districts régionaux ou « *Zilas* » ;
- 10 % pour les femmes ;
- 5 % pour les minorités ethniques.

Il est précisé que si le quota de 55 % n'est pas atteint, 1 % des postes est attribué aux handicapés physiques. Le média bangladais *Dhaka Tribune* fait observer que lorsque des

¹ Voir : The Daily Star, 25/10/2018, [url](#)

² Front Line Defenders, CIVICUS, SAHR, 10/06/2020, p.3-9, [url](#)

³ *Ibid.*, p.3, [url](#)

⁴ Union Interparlementaire (IPU), [url](#)

⁵ Dhaka Tribune, 09/04/2018, [url](#)

⁶ Dhaka Tribune, 09/04/2018, [url](#) ; New Age (Bangladesh), 12/07/2013, [url](#) ; The Daily Star, 09/07/2018, [url](#)

⁷ L'expression « les combattants de la liberté » désigne les Bangladais qui ont participé à la lutte pour l'indépendance du Bangladesh, menée par Sheikh Mujibur Rahman, *alias* Bangabandhu, fondateur de la Ligue Awami, parti au pouvoir depuis une décennie.

candidats issus des groupes ainsi définis échouent aux tests de recrutement, des postes gouvernementaux restent vacants⁸.

Ce système a été décrié à de multiples reprises, particulièrement par les étudiants, qui le considère discriminatoire et profondément injuste puisqu'il permet à des candidats de se qualifier pour un emploi public malgré des notes inférieures à celles d'autres concurrents, une situation qui prive de nombreux candidats méritants d'entrer dans le secteur de la fonction publique⁹.

2.2. Les protestations de 2013 contre le système des quotas

Le 10 juillet 2013, et durant près d'une semaine, les candidats aux examens de la fonction publique du Bangladesh (*Bangladesh Civil Service, BCS*) ont lancé un mouvement de protestation après l'annonce des résultats préliminaires. Auparavant, la disposition relative aux quotas s'appliquait aux résultats finaux après le passage des épreuves écrites et orales des examens. Toutefois, en 2013, la Commission de la fonction publique du Bangladesh (*Bangladesh Public Service Commission, PSC*) l'a introduite lors des examens préliminaires, ce qui a déclenché une grande colère parmi les candidats non retenus¹⁰.

Les étudiants ont réclamé une réévaluation des résultats, l'annulation du système de quotas dans tous les examens publics, et le recrutement des candidats sur la base de leurs mérites. Initialement débuté par les étudiants de l'université de Dhaka, le mouvement s'est rapidement étendu au reste de la capitale, où le quartier *Shahbag* a été bloqué, ainsi qu'aux principales universités de l'ensemble du pays¹¹.

Plusieurs dizaines de personnes ont été blessées lors d'affrontements qui ont opposé les protestataires aux forces de l'ordre et à des militants de la BCL. Bien que la PSC ait décidé de revoir les résultats, les étudiants ont continué de réclamer la révocation du système des quotas. Le 14 juillet 2013, la Commission PSC a présenté une liste révisée de 46 250 candidats, la plus élevée à ce jour, qui englobait également les 12 033 candidats qualifiés dans le cadre du système des quotas¹².

3. Chronologie des événements de 2018 contre le système des quotas

Au mois de février 2018, des étudiants de plusieurs universités bangladaises, particulièrement au sein de l'Université de Dhaka, mécontents de la politique de recrutement dans les services publics, se sont regroupés en un Conseil général de protection des droits des étudiants du Bangladesh, connu en langue anglaise comme le **Bangladesh General Students' Right Protection Council, BGSRPC**¹³, afin d'organiser des mobilisations visant à obtenir une réforme du système des quotas¹⁴.

Selon le *Dhaka Tribune*¹⁵, les étudiants ont fait valoir cinq revendications principales :

1. Faire passer les postes réservés de 56% à 10 %, et recruter 90 % des candidats au mérite ;
2. Combler les postes vacants relevant des quotas à partir de la liste de mérite ;

⁸ Dhaka Tribune, 09/04/2018, [url](#)

⁹ BD News 24, 12/07/2013, [url](#) ; Natunbarta.com, 10/07/2013, [url](#) ; Dhaka Tribune, 09/04/2018, [url](#)

¹⁰ The Daily Star, 15/07/2013, [url](#)

¹¹ BD News 24, 12/07/2013, [url](#) ; Natunbarta.com, 10/07/2013, [url](#)

¹² The Daily Star, 15/07/2013, [url](#)

¹³ En langue bengalaise, le BGSRPC se dénomme : "*Bangladesh Sadharan Chhatra Adhikar Sangrakkhan Parishad*"

¹⁴ OMCT, 06/2019, p.17, [url](#) ; Dhaka Tribune, 12/03/2019, [url](#)

¹⁵ Dhaka Tribune, 09/04/2018, [url](#)

3. Mettre fin au recrutement spécial dans le cadre d'un certain quota ;
4. Introduire une limite d'âge uniforme dans les emplois publics ;
5. Transférer les emplois sous quotas à d'autres candidats uniquement sur la base du mérite.

21 mars

Lors d'un grand rassemblement électoral à Chittagong (Sud-Est du pays), la Première ministre Sheikh Hasina a annoncé que le système de quotas dans les emplois publics seraient maintenus pour les combattants de la liberté et leurs familles¹⁶.

8 avril

Selon un collectif international d'ONG¹⁷, à compter du 8 avril 2018, le mouvement initié par le BGSRPC a gagné en popularité et commencé à se répandre à travers les universités et collèges du pays. Il a par la suite été rejoint par des demandeurs d'emplois et soutenu par des professeurs¹⁸.

Les étudiants de l'université de Dhaka ont commencé leur manifestation à *Shahbagh*, l'un des carrefours les plus fréquentés de Dhaka. Quelques heures après le début de la manifestation, la police a attaqué les étudiants avec des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc, et a procédé à des arrestations¹⁹.

La police a été rejointe par des groupes largement identifiés comme des membres de la BCL. Les attaques contre les manifestants, qui se sont poursuivies jusqu'au lendemain matin, ont fait de nombreux blessés, dont au moins 75 ont été soignés à l'hôpital de la faculté de médecine de Dhaka²⁰.

Au cours des affrontements, la maison du vice-chancelier de l'université de Dhaka (qui se trouve à l'intérieur du campus) a été vandalisée et complètement saccagée par des individus non identifiés²¹.

Le média bangladais Dhaka Tribune indique qu'une rumeur s'est répandue selon laquelle un certain *Siddique*, étudiant en résidence à l'université de Dhaka, avait été tué lors d'une intervention policière. Malgré les tentatives de démenti de ce dernier via les réseaux sociaux, la rumeur a pris de l'ampleur et a accru la colère des étudiants²².

9 avril

Le principal comité d'organisation de la manifestation, ébranlé par les violences de la veille, a décidé d'annuler le mouvement pendant un mois. Cependant, certains étudiants ont refusé de céder et les protestations ont perduré une deuxième journée consécutive. Les étudiants de l'université de Dhaka ont été rejoints par des étudiants d'autres universités de la ville, qui ont occupé les rues devant leurs institutions, à savoir les *Daffodil University*, *North South University* et *Independent University*²³. Les étudiants universitaires à travers tout le pays ont boycotté les cours, organisé des marches, et bloqué des routes pour exprimer leur solidarité avec les manifestants du comité central²⁴. La ministre de l'Agriculture, Matia Chowdhury, a fait une remarque controversée au Parlement, qualifiant

¹⁶ Dhaka Tribune, 21/03/2018, [url](#)

¹⁷ Front Line Defenders, CIVICUS, SAHR, 10/06/2020, p. 6, [url](#)

¹⁸ Dhaka Tribune, 06/07/2018, [url](#) ; Dhaka Tribune, 11/04/2018, [url](#)

¹⁹ Front Line Defenders, CIVICUS, SAHR, 10/06/2020, p. 6, [url](#)

²⁰ Front Line Defenders, CIVICUS, SAHR, 10/06/2020, p. 6, [url](#)

²¹ *Ibid.*, [url](#)

²² Dhaka Tribune, 09/04/2018, [url](#)

²³ Front Line Defenders, CIVICUS, SAHR, 10/06/2020, p. 6, [url](#)

²⁴ Dhaka Tribune, 09/04/2018, [url](#)

les protestataires de la réforme des quotas « d'enfants de *razakars*²⁵ », faisant allusion aux milices de Bangladais qui ont combattu aux côtés de l'armée pakistanaise durant la guerre d'indépendance du pays en 1971.

11 avril

Des milliers d'étudiants ont bloqué deux grandes autoroutes (Dhaka-Rajshahi et Dhaka-Aricha), à la suite de l'appel formulé la veille par les leaders du BGSRPC qui avaient appelé au blocage des routes à l'échelle nationale et à une grève dans les universités et collèges du pays à compter du 11 avril²⁶.

Les protestations se sont étendues à des institutions universitaires d'autres régions du pays, telle que l'université de Chittagong, obtenant ainsi un soutien national général, et rassemblant près de 20 000 étudiants²⁷.

Les responsables de l'université de Dhaka et la police ont déposé cinq plaintes à l'encontre des manifestants, notamment des accusations d'incendie criminel, de vandalisme au domicile du vice-chancelier de l'université, et d'entrave aux fonctionnaires chargés de faire appliquer la loi²⁸.

11-12 avril

La Première ministre, Madame Sheikh Hasina, après avoir condamné le désordre public causé par les manifestations, a annoncé que les quotas dans tous les emplois gouvernementaux de premières et deuxième catégories seraient supprimés, abolissant ainsi le système tout entier²⁹.

13 avril

Le département de cybercriminalité de l'unité de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale (*Counter Terrorism and Transnational Crime Unit, CTTC*) de la police a déposé une plainte en vertu de la loi sur les technologies de l'information (*Information Technology Act, TIC*) contre des individus ayant répandu de fausses rumeurs. Ces rumeurs concernent notamment des messages relayés sur les médias sociaux relatifs à la mort d'un étudiant de l'université de Dhaka, et des allégations accusant une militante de la BCL d'avoir blessé volontairement une étudiante³⁰.

16 avril

Trois membres du Conseil BGSRPC, interpellés puis détenus par le service de renseignements de la police (*Detective Branch*), ont subi un interrogatoire durant une heure au cours duquel il leur a été signifié qu'ils étaient interrogés dans le cadre de l'enquête relative aux plaintes déposées par l'Université de Dhaka et la police le 11 avril³¹.

30 juin

Les étudiants, lassés de ne voir aucun signe de mise en œuvre de la réforme des quotas, ont entamé une nouvelle phase de protestation. Des étudiants du mouvement qui tentaient d'organiser une conférence de presse devant la bibliothèque centrale de l'université de

²⁵ The Daily Star, 11/04/2018, [url](#)

²⁶ The Daily Star, 11/04/2018, [url](#)

²⁷ Front Line Defenders, CIVICUS, SAHR, 10/06/2020, p. 6, [url](#)

²⁸ *Ibid.*, [url](#)

²⁹ Front Line Defenders, CIVICUS, SAHR, 10/06/2020, p. 6, [url](#) ; The Daily Star, 11/04/2018, [url](#)

³⁰ Dhaka Tribune, 13/04/2018, [url](#)

³¹ Front Line Defenders, CIVICUS, SAHR, 10/06/2020, p. 6, [url](#)

Dhaka, ont été brutalement interrompus par une attaque soudaine de militants de la BCL. Au cours de cette attaque, certains leaders et étudiants, dont le co-organisateur du Conseil BGSRPC, **Nurul Haq Nur**, ont été blessés³².

Moshiur Rahman, l'un des leaders du mouvement pour la réforme des quotas, a été sévèrement battu et grièvement blessé à l'aide d'objets contondants par des dirigeants de la BCL. Ses agresseurs l'ont contraint à faire des déclarations forcées, puis l'ont remis au poste de police de *Shahbag*. Il a été libéré sous caution après deux mois de détention³³.

Le Comité de l'ONU contre la torture (CAT) a indiqué que les forces de l'ordre ont arrêté treize étudiants, qui auraient été torturés par la police durant leur détention provisoire³⁴.

Juillet 2018

Le 1er juillet 2018, la police a interpellé **Muhammad Rashed Khan**, l'un des co-organisateurs du Conseil BGSRPC, dans une maison où il se cachait après avoir été agressé physiquement par les hommes de main de la BCL. Md Rashed Khan a été placé en détention provisoire sur des accusations de cybercriminalité fabriquées de toutes pièces et a subi des mauvais traitements durant les cinq jours de sa détention³⁵.

Le 2 juillet 2018, des militants de la BCL ont attaqué les étudiants du mouvement de réforme des quotas à l'université de Rajshahi (ville du nord-ouest du Bangladesh) ainsi que d'autres étudiants regroupés au niveau du mémorial des martyrs devenu un centre culturel, le *Central Shahid Minar* de Dhaka³⁶. **Faruk Hasan**, un autre co-organisateur du Conseil BGSRPC a été enlevé par un groupe d'hommes de la BCL à Dhaka³⁷.

Le même jour, **Toriquil Islam**, étudiant et l'un des leaders du mouvement à l'université de Rajshahi, a été violemment frappé à la tête et sur le corps à coups de bâtons et d'un marteau par des militants de la BCL qui lui ont fracturé la jambe droite. Il a été transporté à Dhaka pour y être soigné³⁸.

L'équipe de journalistes du média bangladais *The Daily Star* a pu identifier 11 de ses agresseurs, parmi lesquels figurent 10 dirigeants et militants de la BCL de l'université de Rajshahi³⁹.

Par ailleurs, plusieurs étudiantes impliquées dans le mouvement de réforme des quotas ont été harcelées sexuellement par des dirigeants et des militants de la BCL⁴⁰.

Le 4 juillet, plusieurs étudiants à travers le pays ont été blessés à la suite d'attaques concertées de la police, de militants de la BCL et de la *Jubo League* (branche de la jeunesse de la Ligue Awami). Ces attaques se sont produites notamment à Barisal, Khulna et Narayanganj, ainsi qu'au sein des universités de Rajshahi, Jahangirnagar et Begum Rokeya⁴¹.

Le 5 juillet, au cours d'une conférence de presse tenue à l'université de Dhaka, une manifestante victime de harcèlement sexuel de la part de la police et d'activistes, vraisemblablement membres de la BCL, a fait part publiquement des traitements dégradants qu'elle a subis⁴².

Le 7 juillet 2018, lors d'une conférence de presse, **Muhammad Atullah**, un co-organisateur du Conseil BGSRPC, a déclaré que le mouvement pour la réforme des quotas

³² ODHIKAR, 08/08/2019, p.15, [url](#) ; ONU (CAT), 01/01/2019, p.13, [url](#)

³³ ODHIKAR, 08/02/2020, p.28, [url](#)

³⁴ ONU (CAT), 01/01/2019, p.13, [url](#)

³⁵ OMCT, 06/2019, p.17, [url](#)

³⁶ ODHIKAR, 08/08/2019, p.15, [url](#)

³⁷ The Daily Star, 05/07/2018, [url](#)

³⁸ The Daily Star, 09/07/2018, [url](#)

³⁹ ODHIKAR, 08/08/2019, p.15, [url](#) ; The Daily Star, 09/07/2018, [url](#)

⁴⁰ ODHIKAR, 08/08/2019, p.15, [url](#)

⁴¹ ODHIKAR, 08/08/2019, p.15, [url](#)

⁴² ODHIKAR, 08/08/2019, p.15, [url](#) ; The Daily Star, 05/07/2018, [url](#)

était un mouvement pacifique avec des revendications logiques, qui réclamait une réforme du système et non son abolition. Il a demandé aux autorités de retirer les poursuites engagées à l'encontre des dirigeants du mouvement et la libération de toutes les personnes arrêtées. Il a souligné que les participants à ce mouvement vivaient dans la crainte des arrestations arbitraires, des disparitions forcées, des tortures en détention et des attaques de la part des militants du parti au pouvoir⁴³.

Selon un collectif d'ONG, le 12 juillet 2018, un autre organisateur clé du mouvement - dont le nom n'a pas été précisé - a été arrêté sans mandat et détenu par la suite durant un mois⁴⁴.

Le 12 juillet, la Premier ministre Sheikh Hasina est revenue sur sa promesse de révocation du système des quotas en invoquant un verdict de la Haute Cour qui s'opposerait à la réforme des quotas réservés aux combattants de la liberté dans les emplois publics⁴⁵.

Le 25 juillet, au moins cinq étudiants de l'université Begum Rokeya de Rangpur (Nord-Ouest du pays) ont été blessés lorsqu'un groupe d'hommes de la BCL les a attaqués⁴⁶.

Le 31 juillet, des étudiants ont à nouveau manifesté, notamment pour réclamer la libération inconditionnelle des détenus et que justice soit faite contre ceux qui ont attaqué et blessé des manifestants⁴⁷.

8 août

Selon les sympathisants de la réforme des quotas, les familles et les avocats concernés, six leaders du mouvement, à savoir : **Md Rashed Khan, Moshiur Rahman, Faruj Ahmed et Tarek Adnan** de l'université de Dhaka ; ainsi que **Muhammad Jashim** de l'université de Chittagong et **Muhammad Suhel Islam** de l'université de Jagannath, arrêtés début juillet, **étaient encore emprisonnés** et avaient subi des mauvais traitements en détention. Les sympathisants et les familles des manifestants détenus ont continué à faire campagne pour leur libération⁴⁸.

21 août

Dix dirigeants et militants du mouvement pour la réforme des quotas ont été libérés sous caution de la prison centrale de Keraniganj, après avoir passé près de deux mois en prison. **Les militants libérés sont : Faruk Hasan, Md Rashed Khan, Moshiur Rahman, Shakhawat Hossain, Jasim Uddin Akash, Sohel Islam, Toriqul Islam, Masud Sarder, Saidur Rahman et Atikur Rahman**⁴⁹.

Le 5 septembre 2018, des membres des forces de l'ordre ont arrêté 38 étudiants des quartiers Mohakhali, Tejkunipara et BG Press de Dhaka pour leur implication présumée dans les manifestations pour la réforme des quotas et pour la sécurité routière. Le 6 septembre, 26 des personnes arrêtées ont été libérées mais 12 ont été maintenues en détention⁵⁰.

⁴³ New Age (Bangladesh), 08/07/2018, [url](#)

⁴⁴ Front Line Defenders, CIVICUS, SAHR, 10/06/2020, p. 6, [url](#)

⁴⁵ The Daily Star, 13/07/2018, [url](#)

⁴⁶ The Daily Star, 26/07/2018, [url](#)

⁴⁷ New Age, 08/08/2018, [url](#)

⁴⁸ *Ibid.*, [url](#)

⁴⁹ Front Line Defenders, CIVICUS, SAHR, 10/06/2020, p. 6, [url](#) ; Dhaka Tribune, 21/08/2018, [url](#)

⁵⁰ ODHAKAR, 08/08/2019, p.21, [url](#)

4. Les suites du mouvement de la réforme des quotas

4.1. La répression des manifestants et les poursuites judiciaires

Dhaka Tribune indique qu'en 2018, près d'une vingtaine de dirigeants et activistes du mouvement en faveur de la réforme des quotas ont été arrêtés. Parmi eux, certains ont été poursuivis dans le cadre d'une affaire de vandalisme de la résidence officielle du vice-chancelier de l'université de Dhaka (DU) au mois d'avril. D'autres ont été accusés dans une affaire déposée en vertu de la loi sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour avoir répandu des rumeurs sur les médias sociaux⁵¹.

D'après le département d'Etat américain, les forces de l'ordre ont arrêté au moins une centaine d'étudiants, dont la plupart ont participé pacifiquement aux mouvements pour la réforme des quotas et pour la sécurité routière. La même source a précisé qu'il a été « difficile d'obtenir des chiffres fiables sur le nombre total de personnes arrêtées, détenues, libérées ou disparues dans le cadre des [deux] manifestations [car] les rapports varient selon les médias. Les familles des détenus ont tenu des conférences de presse pour demander au gouvernement de reconnaître que les membres de leur famille étaient bien en détention⁵² ».

Des leaders du mouvement pour la réforme des quotas ont continué d'être inquiétés en 2019, tout particulièrement trois co-organisateurs du BGSRPC à l'Université de Dhaka. Lors des élections du 26 février 2019 au sein de l'Union centrale des étudiants de l'Université de Dhaka (*Dhaka University Central Students' Union* (DUCSU), **Nurul Haq Nur** a été élu vice-président de la DUCSU, **Muhammad Rashed Khan** a obtenu le poste de secrétaire général et **Faruk Hasan**, celui de secrétaire général adjoint⁵³.

Nurul Haq Nur, ses collaborateurs, et leurs sympathisants ont été la cible de plusieurs attaques violentes notamment entre le 22 et le 24 décembre à Dhaka, deux journées au cours desquelles 27 d'entre eux, dont Nurul Haq Nur, ont été sérieusement blessés. Les attaquants ont été identifiés comme étant des membres de la BCL ainsi que des militants de la « *Muktujuddah Manch* » ou « *Muktijuddho Moncho* », une plateforme de descendants des combattants de la liberté, fondée en octobre 2018 pour contrer les manifestations anti-quotas. Ces derniers avaient menacé Nurul Haq Nur de représailles s'il ne quittait pas son poste de vice-président de la DUCSU⁵⁴.

Le 14 mars 2019, **Muhammad Rashed Khan** a affirmé avoir reçu des menaces de mort dans son village d'origine de la part de deux inconnus qui l'ont dissuadé de diriger des mouvements de protestations⁵⁵.

The Daily Star a indiqué qu'en juin 2019, **près d'un an après leur libération sous caution, les leaders du mouvement pour la réforme des quotas faisaient toujours l'objet de poursuites judiciaires**, les enquêteurs de la police ayant reporté à plusieurs reprises la remise des conclusions des enquêtes. Les intéressés ont déclaré que les autorités les avaient « piégés » dans ces affaires dans le seul but de les mettre sous pression. De fait, les prévenus ont été contraints de se présenter chaque mois aux audiences du Tribunal de Dhaka, alors que plusieurs parmi eux résidaient dans des districts éloignés de la capitale, une situation qui a compromis leurs examens⁵⁶.

Selon un collectif d'ONG, à ce jour, **aucun des responsables de violations des droits de l'Homme commises à l'encontre des protestataires contre le système des quotas ou en faveur de la sécurité routière n'a fait l'objet de poursuites judiciaires**⁵⁷.

⁵¹ Dhaka Tribune, 21/08/2018, [url](#)

⁵² USDOS, 13/03/2019, [url](#)

⁵³ The Daily Star, 26/02/2019, [url](#)

⁵⁴ The Daily Star, 24/12/2019, [url](#) ; The Daily Star, 23/12/2019, [url](#) ; The Daily Star, 25/12/2019, [url](#)

⁵⁵ The Daily Star, 14/03/2019, [url](#)

⁵⁶ The Daily Star, 04/06/2019, [url](#)

⁵⁷ Front Line Defenders, CIVICUS, SAHR, 10/06/2020, [url](#)

Plusieurs ONG de défense des droits de l'Homme nationales et internationales ont dénoncé la répression opérée par les autorités sur les protestataires réclamant une réforme du système des quotas. Outre l'ONG bangladaise *Ain O Salish Kendra (ASK)*⁵⁸, l'ONG bangladaise *Odhikar* a, par exemple, dénoncé les entraves à des rassemblements pacifiques, les attaques, tortures et poursuites perpétrées par des membres des forces de l'ordre et des dirigeants et militants de la BCL à l'encontre des leaders et des membres du BGSRPC⁵⁹.

En 2020, dans une étude commune sur la répression des manifestations estudiantines au Bangladesh⁶⁰, les ONG Front Line Defenders⁶¹, CIVICUS⁶² et *South Asians for Human Rights (SAHR)*⁶³ ont incriminé les réactions autoritaires et répressives des autorités sur plusieurs points :

- Les manifestations ont été réprimées avec une force excessive;
- Les militants de la BCL ont servi de force auxiliaire aux autorités en attaquant les manifestants avec des rondins de bois, des bâtons, des barres de fer et des armes tranchantes, blessant parfois grièvement nombre d'entre eux. Les militants de la BCL ont aussi utilisé les médias sociaux pour intimider, harceler et menacer les dirigeants et les organisateurs des manifestations;
- Plusieurs étudiants ont été arrêtés arbitrairement et maltraités en détention;
- Les voix dissidentes ont fait l'objet de tentatives de musellement: Des journalistes bangladais ont été agressés et détenus parce qu'ils avaient émis des avis critiques sur le gouvernement. Le cas le plus emblématique a été celui de **Shahidul Alam**, un photojournaliste et activiste réputé de 63 ans. Arrêté le 5 août 2018, quelques heures seulement après avoir accordé une interview à la chaîne qatari *Al Jazeera* sur les manifestations étudiantes, il a été accusé d'avoir fait des déclarations "fausses" et "provocatrices" et d'avoir contrevenu à la loi sur la sécurité numérique. Shahidul Alam affirme avoir été battu au cours de son placement en en garde à vue;
- Des médias sociaux ont été utilisés pour diffamer des défenseurs des droits de l'Homme et des sympathisants des manifestants. Un militant de premier plan a été attaqué à huit reprises depuis la fin du mouvement de protestation et l'un des organisateurs des manifestations a été régulièrement traqué par des membres des services de renseignements (*National Security Intelligence, NSI*) ;
- La Loi sur la sécurité numérique (*Digital Security Act*) a été utilisée pour neutraliser et faire taire les opposants. Des critiques du gouvernement ont été inculpés ou condamnés pour s'être exprimés et, dans certains cas, ont été victimes de disparition forcée ;
- La surveillance, les intimidations, et le harcèlement de militants et de leurs proches se sont poursuivis longtemps après la fin des manifestations ;

⁵⁸ The Daily Star, 09/07/2018, [url](#)

⁵⁹ ODHIKAR, 08/08/2019, p.6 ; p.14, [url](#)

⁶⁰ Front Line Defenders, CIVICUS, SAHR, 10/06/2020, [url](#)

⁶¹ Front Line Defenders est une ONG de défense et de protection des défenseurs des droits humains en danger dans le monde. Elle est basée en Irlande.

⁶² CIVICUS est une alliance mondiale qui milite pour la participation citoyenne et regroupe des organisations de la société civile et des militants. Elle est basée à Johannesburg (Afrique du Sud).

⁶³ South Asians for Human Rights (SAHR) est un réseau régional d'Asie du Sud œuvrant pour la démocratie participative, la bonne gouvernance et la justice. Il est basé à Colombo (Sri Lanka).

- Plus généralement, la Ligue Awami a muselé les opposants avant les élections parlementaires du 30 décembre 2018 pour garder sa mainmise sur le pouvoir.

4.2. Les concessions faites par les autorités

L'ampleur et la popularité du mouvement contre le système des quotas a conduit le gouvernement à accepter en étapes progressives les demandes formulées par les protestataires.

La fonction publique bangladaise comprend plusieurs grades, dont le grade 1 est le plus élevé. Le nombre de grades, qui comportent chacun des échelons, a varié selon les périodes. A titre d'exemple, en 2015, les grades allaient de 1 à 20 (le moins élevé)⁶⁴.

Selon le média bangladais Dhaka Tribune⁶⁵, le 3 octobre 2018, le gouvernement a publié une circulaire visant à abolir le système de quotas pour les emplois publics situés dans les catégories allant du neuvième au treizième grade (anciennement désignés d'emplois de classe I et II), une décision confirmée par une autre circulaire datée du 30 juillet 2019.

En 2020, le ministère chargé de l'Administration publique (*Ministry of Public Administration*) a approuvé une proposition visant à supprimer les quotas relatifs aux nominations directes à des postes de huitième classe ou plus dans les emplois publics. Le 1^{er} juillet 2020, la BPSC a publié les résultats définitifs du 38^{ème} examen – BCS. La Commission a indiqué que, conformément à la décision du gouvernement, il s'agissait là du dernier examen donnant lieu à des recrutements basés sur le système des quotas et que seul le quota réservé aux personnes handicapées restera en vigueur⁶⁶.

En cela, le gouvernement a pris des décisions dépassant les demandes du mouvement étudiant qui réclamait le maintien d'un système de quotas ramené à un seuil de 10% des emplois publics⁶⁷.

5. Le cas de la Division de Sylhet

La division de Sylhet (Nord-est du Bangladesh) dispose de plusieurs centres universitaires publics, dont l'un des principaux est l'Université des Sciences et Technologies de Shahjalal (*Shahjalal University of Science and Technology, SUST*), située dans la banlieue de la ville de Sylhet (Nord-Est du pays).

Il est à noter que la mairie de Sylhet a été dirigée de 1995 à 2013 par **Badar Uddin Ahmed Kamran**, de la Ligue Awami. En 2013, la mairie a été remportée par **Ariful Haque Choudhury**, du parti rival *Bangladesh Nationalist Party, BNP*. Lors des dernières élections générales de décembre 2018, contrairement à la plupart des municipalités du pays qui sont passées à la Ligue Awami (BAL), Ariful Haque Choudhury a réussi à se faire réélire⁶⁸.

Une étude récente (mars 2020) publiée conjointement par les universités de Ghent (Belgique) et de Dhaka (Bangladesh)⁶⁹ a analysé l'impact des engagements politiques estudiantins sur les niveaux de violences au Bangladesh. Les auteurs ont affirmé que l'alignement politique des étudiants était intimement lié aux partis politiques, contribuant en cela indubitablement à la violence dans le pays. Par ailleurs, ils ont constaté que si Dhaka restait le lieu le plus violent du Bangladesh dans ce domaine, la violence des

⁶⁴ Bd News 24, 19/10/2015, [url](#)

⁶⁵ Dhaka Tribune, 01/07/2020, [url](#)

⁶⁶ Dhaka Tribune, 01/07/2020, [url](#) ; The Financial Express (Bd), 02/07/2020, [url](#)

⁶⁷ Dhaka Tribune, 01/07/2020, [url](#)

⁶⁸ KUTTIG Julian, SUYKENS Bert and ISLAM Aynul, 31/03/2020, p.65-69, [url](#)

⁶⁹ *Ibid.*, [url](#)

étudiants dans certaines autres villes, telles que Rajshahi, Sylhet et Khustia, était souvent plus intense et source d'un plus grand nombre de décès.

Les auteurs ont souligné que, depuis 2012, la politique estudiantine à l'Université des Sciences et Technologies de Shahjalal (SUST) a été dominée par la BCL, l'aile étudiante de l'Awami League (BAL), parti au pouvoir. Toutefois, fortement influencée par la politique dominante au sein de la municipalité de Sylhet (aux mains du parti BNP), la SUST BCL s'est fragmentée en six à huit factions qui se sont disputé l'influence sur le campus. Ce factionnalisme serait la raison principale du niveau de violence estudiantine sur ce campus.

Des médias bangladais ont relayé quelques événements en lien avec le mouvement pour la réforme du système des quotas dans la division de Sylhet :

Dhaka Tribune indique que le 9 avril 2018, les étudiants de l'Université SUST à Sylhet ont pris position devant l'entrée principale du campus à l'appel du comité local (SUST) de soutien au mouvement de la réforme des quotas. Ce dernier avait appelé à une journée de grève sur le campus pour protester contre l'attaque des manifestants à Dhaka. Des témoins ont déclaré que des activistes de la BCL ont exhorté les protestataires à se retirer de l'entrée⁷⁰.

Le 2 juillet 2018, à Sylhet, les militants du mouvement pour la réforme des quotas se sont vus interdire de tenir une chaîne humaine à proximité du monument des martyrs, le *Sylhet Central Shaheed Minar*. Ils ont été dispersés par les forces de l'ordre lorsqu'ils ont voulu utiliser des haut-parleurs⁷¹.

⁷⁰ Dhaka Tribune, 09/04/2018, [url](#)

⁷¹ The Daily Star, 02/07/2018, [url](#)

Bibliographie

Sites web consultés en août 2020.

Organisation intergouvernementale

ONU, Comité des Nations Unies contre la torture [UN Committee Against Torture-CAT], "Alternative Report on Bangladesh ; Submitted to the Committee against Torture; 67th CAT session (22 July - 9 August 2019) ", Robert F. Kennedy Human Rights (Author), 01/01/2019, 29 p.,

https://www.ecoi.net/en/file/local/2014759/INT_CAT_CSS_BGD_35320_E.docx

Institution nationale

Etats-Unis, US Department of State (USDOS), "Country Report on Human Rights Practices 2018 – Bangladesh", 13/03/2019,

<https://www.ecoi.net/en/document/2004221.html>

Organisations non gouvernementales

Front Line Defenders, CIVICUS, South Asians for Human Rights (SAHR), "Crushing Student Protests", 10/06/2020, 28 p.

https://www.frontlinedefenders.org/sites/default/files/report_-_june_2020-compressed.pdf

ODHIKAR (Auteur), publié par la Fédération International des droits de l'Homme-FIDH, "Annual Human Rights Report 2018", 08/08/2019,

https://www.fidh.org/IMG/pdf/annual_hr_report_2018_eng-1.pdf

ODHIKAR (Auteur), publié par la Fédération International des droits de l'Homme-FIDH, "Annual Human Rights Report 2019", 08/02/2020,

https://www.fidh.org/IMG/pdf/annual-hr-report-2019_eng.pdf

Organisation Mondiale contre la torture (OMCT), [World Organisation Against Torture], (coalition internationale d'ONG luttant contre la torture), "Civil Society Joint Alternative Report on Bangladesh Submitted to the Committee against Torture", 67th CAT session (22 July–9August 2019), 06/2019, 34 p.,

https://www.omct.org/files/2019/06/25408/civil_society_alternative_report_on_bangladesh_to_cat_committee_omct_fidh_alrc_fa_afad_rfk_odhikar_1.pdf

Think thanks, universités et centres de recherches

KUTTIG Julian, SUYKENS Bert and ISLAM Aynul, "New Report on Student Politics and Political Violence in Bangladesh", Ghent University (Belgium) in collaboration with Dhaka University (Bangladesh), 31/03/2020, 116 p.,

https://www.academia.edu/42604936/Student_Politics_and_Political_Violence_in_Bangladesh

Médias

The Financial Express (Bangladesh), "Quota system in govt jobs comes to an end", 02/07/2020,

<https://thefinancialexpress.com.bd/national/quota-system-in-govt-jobs-comes-to-an-end-1593607498>

The Daily Star, "The end of quota", 01/07/2020,
<https://www.thedailystar.net/backpage/news/the-end-quota-1923129>

Dhaka Tribune, "No more quota in BCS jobs", 01/07/2020,
<https://www.dhakatribune.com/bangladesh/government-affairs/2020/07/01/no-more-quota-in-bcs-jobs>

New Age Bd, "Student movement 2018 : Right to protest and civic freedoms", 16/06/2020,
<https://www.newagebd.net/article/108488/right-to-protest-and-civic-freedoms>

The Daily Star, "7 Attacks on DUCSU VP Nurul Haque Nur", 25/12/2019,
<https://www.thedailystar.net/frontpage/news/7-attacks-ducsu-vp-nurul-haque-nur-1844845>

The Daily Star, "Attack on Nur: 3 including Mamun, Turjo remanded", 24/12/2019,
<https://www.thedailystar.net/politics/attack-on-vp-nur-3-including-mamun-turjo-remanded-1844554>

The Daily Star, "Quota reform leaders reeling under lawsuits", 04/06/2019,
<https://www.thedailystar.net/country/bangladesh-quota-reform-movement-leaders-under-pressure-of-cases-1753396>

The Daily Star, "Criminals threaten quota reformist Rashed to gun down if leads other movement", 14/03/2019, <https://www.thedailystar.net/politics/news/quota-reform-leader-rashed-gets-death-threat-1714969>

Dhaka Tribune, "Who is VP-elect Nurul Haque Nur?", 12/03/2019,
<https://www.dhakatribune.com/bangladesh/election/2019/03/12/who-is-vp-elect-nurul-haque-nur>

The Daily Star, "DUCSU Polls: JCD, quota reformists unveil panels", 26/02/2019,
<https://www.thedailystar.net/politics/ducsu-elections-2019-leftists-quota-activists-bcl-faction-declare-panels-1707031>

The Daily Star, "Road crash on Airport Road: 6 Jabal-e-Noor Paribahan owners, staff indicted", 25/10/2018, <https://www.thedailystar.net/city/dhaka-airport-road-accident-6-jabal-e-noor-paribahan-owners-staff-indicted-1651642>

Dhaka Tribune, "10 quota reform activists released on bail", 21/08/2018,
<https://www.dhakatribune.com/bangladesh/court/2018/08/21/10-quota-reform-activists-released-on-bail>

New Age (Bangladesh), "Quota reform protesters tortured in custody: families, lawyers", 08/08/2018, <http://www.newagebd.net/article/47896/quota-reform-protesters-tortured-in-custody-families-lawyers>

The Daily Star, "BCL yet again attacks quota reformists", 26/07/2018,
<https://www.thedailystar.net/backpage/bcl-yet-again-attacks-quota-reformists-1611178>

The Daily Star, "Quota Movement: Three leaders sent to jail after remand", 15/07/2018,
<https://www.thedailystar.net/backpage/quota-movement-two-leaders-sent-jail-after-remand-1605553>

The Daily Star, "FF quota to stay", 13/07/2018,
<https://www.thedailystar.net/frontpage/ff-quota-stay-1604557>

The Daily Star, "Stop repressing quota reformists: ASK asks govt", 09/07/2018, <https://www.thedailystar.net/country/stop-repressing-quota-reformists-movement-ain-o-salish-kendra-asks-bangladesh-government-1602472>

The Daily Star, "Rajshahi police saw nothing!", 09/07/2018, <https://www.thedailystar.net/frontpage/rajshahi-police-saw-nothing-1602220>

New Age (Bangladesh), "We are in fear of enforced disappearance, arrest, torture: leader", 08/07/2018, <https://www.newagebd.net/article/45460/we-are-in-fear-of-enforced-disappearance-arrest-torture-leader>

New Age (Bangladesh), "We are in fear of enforced disappearance, arrest, torture: leader", 08/07/2018, <https://www.newagebd.net/article/45460/we-are-in-fear-of-enforced-disappearance-arrest-torture-leader>

Dhaka Tribune, "Quota reform movement: Students seek teachers' support", 06/07/2018, <https://www.dhakatribune.com/bangladesh/dhaka/2018/07/06/quota-reform-movement-students-seek-teachers-support>

The Daily Star, "Girl shares horrors of assault, abuse by anti-quota reform men, cops", 05/07/2018, <https://www.thedailystar.net/country/quota-reform-movement-girl-shares-horrors-assault-abuse-by-bcl-men-and-police-1600498>

Bd News 24, "Job quota reform protest leader Faruk arrested in Dhaka", 03/07/2018, <https://bdnews24.com/bangladesh/2018/07/03/job-quota-reform-protest-leader-faruk-arrested-in-dhaka>

The Daily Star, "12 hurt as 'BCL men' assault quota reformists again", 02/07/2018, <https://www.thedailystar.net/city/bcl-men-attack-quota-reformists-again-1598656>

Bd News 24, "Police arrest quota reform leader Rashed in Dhaka", 01/07/2018, <https://bdnews24.com/bangladesh/2018/07/01/police-arrest-quota-reform-leader-rashed-in-dhaka>

The Daily Star, "How the quota reform movement was shaped by social media", 27/04/2018, <https://www.thedailystar.net/star-weekend/opinion/how-the-quota-reform-movement-was-shaped-social-media-1568212>

Dhaka Tribune, "Quota reform: Case filed under the ICT law against those who spread rumours", 13/04/2018, <https://www.dhakatribune.com/bangladesh/dhaka/2018/04/13/quota-reform-case-rumours/>

The Daily Star, "Protesters surge with fresh vigor, want PM's word now", 11/04/2018, <https://www.thedailystar.net/city/quota-system-reform-protest-united-protests-continue-day-4-starts-1561237>

The Daily Star, "Protesters surge with fresh vigor, want PM's word now", 11/04/2018, <https://www.thedailystar.net/city/quota-system-reform-protest-united-protests-continue-day-4-starts-1561237>

The Daily Star, "Matia draws flak for comment", 11/04/2018, <https://www.thedailystar.net/backpage/matia-draws-flak-comment-1561105>

The Daily Star, "PM announces to abolish quota system in public service", 11/04/2018, <https://www.thedailystar.net/country/prime-minister-sheikh-hasina-addressing-parliament-right-now-1561309>

Dhaka Tribune, "Quota reform: DU Teachers' Association reiterates support for movement", 11/04/2018, <https://www.dhakatribune.com/bangladesh/dhaka/2018/04/11/quota-reform-du-teachers-association-reiterates-support-movement>

The Daily Star, "RU, JU students block highways for quota reform", 11/04/2018, <https://www.thedailystar.net/country/quota-system-reform-in-government-jobs-students-block-dhaka-rajshahi-highway-1561255>

Dhaka Tribune, "Protests for quota reform: Everything you need to know", 09/04/2018, <https://www.dhakatribune.com/insight/2018/04/09/protests-quota-reform-everything-need-know>

Dhaka Tribune, "Quota reform demonstrations spread countrywide", 09/04/2018, <https://www.dhakatribune.com/bangladesh/nation/2018/04/09/anti-quota-demonstrations-spread-countrywide/>

Dhaka Tribune, "PM: Freedom fighters quota will stay", 21/03/2018, <https://www.dhakatribune.com/bangladesh/politics/2018/03/21/purpose-develop-bangladesh/>

Bd News 24, "8th national pay scale approved, basic pay range Tk 8,250 - 78,000", 19/10/2015, <https://bdnews24.com/bangladesh/2015/09/07/8th-national-pay-scale-approved-basic-pay-range-tk-8250---78000>

The Daily Star, "4 times more passed", 15/07/2013, <https://www.thedailystar.net/news/4-times-more-passed>

BD News 24, "Protest erupts over BCS results", 12/07/2013, <http://bdnews24.com/bangladesh/2013/07/10/protest-erupts-over-bcs-results>

New Age (Bangladesh), "Anti-quota protesters battle with police: BCL men attack protesters, movement spreads to other campuses", 12/07/2013, https://web.archive.org/web/20160701191624if_/http://old-archives.newagebd.net/detail.php?date=2013-07-12&nid=56720#.V3bBs3uH7IV

Natunbarta.com (Bangladesh), "Movement to continue until demands are met", 10/07/2013, <https://web.archive.org/web/20130719110724/http://www.natunbarta.com/english/national/2013/07/10/6326>

Autre source

Union Interparlementaire (IPU), "Bangladesh-résultats des élections", s.d., https://data.ipu.org/fr/node/31888/elections?chamber_id=45206